crit beaucoup plus d'obligations et de polices d'assurance-vie. Si donc, dépouillé de préjugés, on regarde autour de soi, comment peut-on venir affirmer en cette enceinte ou ailleurs que notre situation économique et industrielle est déplorable, alors que, je le répète, non seulement le peuple canadien mais toutes les nations de la terre savent que notre situation est solide.

Je suis de l'avis de l'honorable député de Muskoka-Ontario, lorsqu'il dit que le Gouvernement ne peut créer d'industries et que telle n'est pas sa fonction. Ce que les gouvernements peuvent et doivent faire, cependant, c'est de légiférer de façon à donner l'occasion de créer et de développer des industries. Par contre, l'entreprise privée doit faire sa part. Ce serait en pure perte que le Gouvernement adopterait des lois sages pour créer des occasions favorables à l'industrie privée, si cette dernière ou nous-mêmes n'en profitons pas.

Nous conviendrons tous qu'en 1946, on a laissé passer un grand nombre de ces occasions sans en profiter. En une époque où tout l'univers était affamé, où nombreux étaient ceux qui mouraient de faim et où les prix et la production étaient à un niveau si élevé, il est malheureux que notre pays aux ressources multiples n'en ait pas profité afin de pousser sa production au maximum. Il faut en blâmer les grèves, les malaises et les différends ouvriers. Dans un pays riche en ressources comme le Canada, qui ne peut utiliser que le cinquième de sa production totale, il ne devrait pas y avoir de ralentissement de la production ni de chômage, lorsque les pays d'Europe sont dans la situation qu'on connaît.

La production et l'embauchage sont, je crois, l'élixir de vie d'une nation et si nous voulons l'établissement de la paix et de la prospérité en notre pays, voilà les deux éléments qu'il faut reconnaître comme essentiels. Par contre, il est inutile d'encourager le producteur primaire et l'industriel à accélérer la production si les services essentiels manquent. Prenons quelques-uns de nos produits primaires, ceux de la pêche, par exemple.

Les pêcheurs constituent un groupe très important de producteurs, et rien ne sert de le prier d'accroître sa production s'il n'a pas l'accès à son port d'attache et s'il n'a pas à sa disposition les quais nécessaires pour lui permettre de débarquer et d'apprêter son poisson. S'il est contraint de laisser sa barque à la merci des vents et des vagues, s'il n'a pas d'abri convenable pour son bateau, s'il n'a pas un entrepôt frigorifique pour y conserver ses appâts, il ne peut produire.

Dans ma circonscription où la pêche est à l'honneur, je sais que parfois à cause du manque d'appât, lorsque les poissons voyagent

[M. McGarry.]

par bancs,—je parle de la pêche le long du littoral,—les pêcheurs reviennent bredouille.

Les services voulus devraient être à leur portée. Il faudrait également à certains points de la côte, maintenir des bateaux de sauvetage, pour la sécurité des pêcheurs qui, dans la tempête, n'ont pas d'autre moyen d'échapper à la mort. Je sais les drames qui se déroulent sur ces rivages. Ceux dont l'embarcation est trop légère craignent de s'éloigner, mais s'ils avaient cette protection ils iraient plus au large, augmentant ainsi leur prise.

Voilà pour les pêcheurs. Pour la même raison, on devrait encourager le plus possible les cultivateurs. On doit leur fournir tous les moyens et stimulants nécessaires afin qu'ils demeurent sur leurs fermes et qu'ils augmentent leur production. Je souscris aux observations de l'honorable député de Cap-Breton-Sud touchant les alluvions marines. C'est lui, je crois, qui les a mentionnées. Voilà une question que le ministère de l'Agriculture devrait étudier cette année. Je ne critique pas l'aide qu'on accorde aux cultivateurs des Prairies; en fait, si j'avais des observations à formuler à cet égard, je prierais le Gouvernement d'accroître cette aide. A mon avis, on devrait étendre la portée de la loi de façon qu'elle s'applique à tout le pays.

Je songe non seulement aux alluvions marines, mais il existe un autre agent de destruction qui contribue à désagréger les terres en bordure de nos rivières. Dans la localité que j'habite, l'érosion et les glaces flottantes font perdre chaque année aux cultivateurs qui possèdent des terres d'alluvion plusieurs acres de terrain. Je ne crois pas me tromper en disant qu'il y a là-bas des cultivateurs qui, lors de mon arrivée dans cette région, il y a vingt-cinq ans, possédaient vingt acres de terre d'alluvion mais qui, aujourd'hui, n'ont plus que la moitié de cette superficie. Je sais que les cultivateurs établis sur le bord de ces rivières ont fait leur possible pour protéger leurs terrains, mais ils ont subi tant de dommages et l'eau a tellement raviné leurs terres, qu'à l'heure actuelle ces cultivateurs ne sont plus en mesure de résoudre le problème. Quand on aura étendu la portée de cette loi, et j'espère que ce sera cette année, on devrait tenir compte des cas comme ceux que je viens de signaler.

Quant à l'industrie forestière, je puis dire qu'en Nouvelle-Ecosse, notre production dépasse la demande. L'honorable député d'Halifax (M. Isnor) avait raison de dire, l'autre jour, que le relèvement des contingents d'exportation ne serait qu'à l'avantage des exploitants forestiers de la Nouvelle-Ecosse.